



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

Le mot de la syndique (Cinquantième billet, juin 2017)

Chères et Chers habitants de la Commune,

Il est parfois difficile de vivre sereinement un mandat politique. Des incertitudes et bouleversements au plan mondial, aux turbulences générées par les actes de terrorisme, les influences de décisions prises hors de notre pays et les situations qui nous échappent ont de plus en plus de retombées à notre niveau. C'est peut-être difficilement imaginable, mais c'est réellement le cas.

Nous vivons dans une société de mondialisation, où l'égoïsme le dispute au profit, d'où émerge une uniformisation de la société, calquée sur le plus fort. Cela passe par une surréglementation généralisée, à tous les étages décisionnels, à tous les stades de l'existence et s'étend à notre comportement et nos actions de tous les jours. Qui dit surréglementation dit aussi dérèglementation. Or, non seulement l'Etat produit pléthore de règles pour un oui et pour un non, mais encore notre quotidien est-il envahi de paperasseries et tracasseries en tous genres qui débouchent fatalement sur des abus, des incompréhensions et des ratages. A terme, cela nous pourrit la vie.

Sans être membre de l'Union Européenne, nous sommes tributaires de sa structure bureaucratique à souhait ; nous subissons son évolution vers un déficit démocratique, une diminution de la justice sociale, un manque de transparence, le tout en arrière-fond de néolibéralisme, sans compter le ratage de sa politique des réfugiés, désastreuse, inhumaine et incontrôlée. Nous faisons indirectement les frais de ses problèmes internes, de l'éveil des aspirations nationalistes et des extrémismes aussi bien politiques que religieux, de son manque d'unité de vues, de la dégradation de la situation économique de ses membres et des divergences de vues des Etats qui la composent.

Outre Atlantique, aux Etats-Unis, nous nous trouvons à la merci d'un président, loufoque et grandguignolesque, caricature vivante des excès de tout poil dont cet Etat est coutumier, aux décisions imprévisibles avec des répercussions qui se feront ressentir au loin à la ronde, jusqu'à notre modeste pré carré.

Depuis quelques décennies, nous nous devons d'appliquer des règles imposées par des grands décideurs, au niveau mondial, que ce soient des Etats ou des organismes tels l'OMC, l'OCDE, l'UE, etc. Certes pas toujours de gaieté de cœur, mais sans en avoir vraiment le choix. Ces règles doivent être transposées chez nous et nous obligent à créer nos propres instruments d'implantation. C'est ainsi que, petit à petit, notre marge de manœuvres se réduit comme peau de chagrin. Même si, de temps à autre, il y a – fort heureusement – quelques résistances (par exemple, le refus de la RIE III), le mouvement est en marche. En attendant le retour à des valeurs à échelle plus humaine, plus solidaire et plus respectueuse de notre environnement, il faut composer avec le présent. Ainsi, la gestion d'une commune devient un parcours du combattant : survie dans une jungle de législations parfois contradictoires, slaloms entre des directives de

plus en plus contraignantes, résistance face à des tentatives de soumission ou de musellement, qui sont le lot, désormais quotidien, des édiles.

Comme si cela ne suffisait pas, il y a lieu d'ajouter encore les exigences de certains, accompagnées d'actions de déstabilisation ou de dénigrement de tous bords. Cela se traduit notamment par un durcissement des fronts opposés, par des alliances contre nature, des attaques sournoises et diffamatoires d'élus en place, des tentatives réitérées de renverser les règles démocratiques. On assiste à la montée de la « démocrature », qui voit tels élus prendre en otage le système politique démocratique, en s'arrogeant des droits ou des prérogatives qui dépassent leurs compétences.

Dans cette configuration, il devient difficile de gouverner, et, à plus forte raison, de prévoir. Nous nous attachons à maintenir le cap, presque contre vents et marées, devrais-je dire. Cette année, nos comptes bouclent avec un bénéfice, après affectation aux réserves, de 250'000 francs environ. Nous avons encore pu réduire la dette de 2 millions de francs, mais elle reste importante à 54,9 millions de francs – soit 4'400 francs, arrondis, par habitants, avec des investissements de l'ordre de 26 millions de francs. Le tout, naturellement, sans les futures normes comptables ou fiscales qui nous guettent : règles d'harmonisation comptables MCH2 et nouvelle mouture de l'imposition des entreprises RIE IV. Pour l'avenir ce sera plus délicat : outre lesdites réglementations, il faudra faire face aux investissements importants résultant non seulement de nos propres projets (écoles, par exemple), mais aussi celles émanant des associations auxquelles nous sommes partie, telles l'Agglo, la Conférence régionale de la Sarine, pour ne citer que celles-ci. En parallèle, nous devons affronter un tassement de nos recettes fiscales. En effet, la lente érosion de l'impôt moyen par habitant sur les personnes physiques se poursuit, alors que l'impôt sur les personnes morales diminue également, cet état résultant de notre forte dépendance aux quelques grandes entreprises, mondialement actives, dont les bénéfices se tassent. Mais nous observons aussi un phénomène nouveau : pour la première fois depuis son histoire, la commune reçoit un intérêt sur l'argent qu'elle emprunte, tant les taux négatifs pratiqués par les institutions bancaires pénalisent les détenteurs de capitaux. Même si c'est très favorable pour nous, cette tendance à l'encouragement à emprunter reste dangereuse, car tôt ou tard, il faut rembourser ses dettes.

Conscients de cet avenir financier morose, nous avons voulu, dans un premier temps, augmenter les taxes. Outre le rehaussement de la valeur locative qui sera soumise à l'appréciation des citoyens, cet automne, nous allons ajuster les taxes concernant les déchets aux coûts générés par ceux-ci, conformément à ce que la loi nous impose. Nous allons aussi redimensionner et rééchelonner nos investissements, autant que faire se peut, pour faire face à nos obligations et à nos devoirs envers l'ensemble de nos citoyens, sans recourir à des ponctions fiscales supplémentaires. Ce n'est que si ces mesures s'avéraient insuffisantes à futur, vu ce qui nous attend, que nous procéderons, dans un deuxième, voire un troisième temps, à une hausse du pourcentage de l'impôt.

D'ici là, nous continuerons à œuvrer au mieux dans l'intérêt de tous, même si une commune comme la nôtre, particulièrement tributaire de ses personnes morales, ressent de plein fouet les mesures prises au plan mondial qui affectent les entreprises, synonymes de moins de rentrées fiscales. Sachant que nous ne pouvons pas nous montrer confiants pour les années qui viennent, il faudra s'adapter, encore et toujours, et, avec cela, prévoir moult nouvelles mesures, se limiter à l'essentiel et même renoncer à des prestations, le moment venu.

C'est pourquoi nous comptons sur votre compréhension et sur votre appui pour nous aider à mener à bien notre politique afin de maintenir au mieux la qualité de vie chère à notre commune.

Erika Schnyder, syndique